

ANNEXE 6 : MODELE DE CONTRAT FINANCIER ENTRE LES BENEFICIAIRES ET LES PARTICIPANTS

CONTRAT – ERASMUS+ – MOBILITE DES INDIVIDUS

Code projet : **2025-1-FR01-KA121-VET-000315363**

Secteur

- ☐ L'enseignement scolaire
- ☐ L'enseignement et la formation professionnels
- ☐ L'éducation des adultes

Type d'activité

Mobilité d'apprentissage à long terme des apprenants de l'EFP (ErasmusPro)

Ou

Mobilité d'apprentissage à court terme des apprenants de l'EFP

bB

PRÉAMBULE

Ce **contrat** ("le contrat") engage les parties suivantes :

d'une part,

l'Organisme (l'organisme"),

Nom officiel complet de l'organisme d'envoi : France Travail

Statut juridique officiel : Etablissement public administratif

Le numéro de registre officiel : Siret n°130 005 481 080 70

Adresse officielle complète : boulevard Louis campi 20 000 Ajaccio

E-mail : sricorse.20010@francetravail.fr

Code OID : E10030579

Représentée aux fins de la signature du présent contrat par Madame BEDENES Catherine Directrice régionale Corse dûment habilité-e à cet effet par le Directeur général, domicilié-e en cette qualité.

et

d'autre part,

le "participant"

Nom(s) et prénom(s) : xxxxxxxx

Date de naissance : xxxxxxxx

Adresse officielle complète : xxxxxxxx

Téléphone : xxxxxxxx

E-mail : xxxxxxxx

Compte bancaire sur lequel le soutien financier sera versé¹: N/A car option 2

Titulaire du compte bancaire : N/A car option 2

Nom de la banque : N/A car option 2

Numéro BIC : N/A car option 2

Numéro IBAN : N/A car option 2

Les parties mentionnées ci-dessus ont accepté de conclure ce contrat.

Le contrat comprend :

- Les conditions générales
- L'Annexe : Contrat pédagogique Erasmus+

Les modalités définies dans les conditions générales prévalent sur celles définies dans les annexes.

CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT

- 1.1 Le présent accord définit les droits, obligations et conditions applicables au soutien financier accordé pour la réalisation d'une activité de mobilité dans le cadre du programme Erasmus+.
- 1.2 L'organisme fournira un soutien au participant pour entreprendre une activité de mobilité.
- 1.3 Le participant accepte le soutien ou la prestation de services tel que spécifié à l'article 3 et s'engage à réaliser l'activité de mobilité décrite à l'annexe.
- 1.4 Tout avenant au présent contrat financier sera demandé et accepté par les deux parties de manière formelle par courrier postal ou par mail. Un avenant entre en vigueur le jour de la signature (ou accusé de réception) du destinataire. L'avenant prend effet à la date d'entrée en vigueur ou à toute autre date spécifiée dans l'avenant.

ARTICLE 2 – ENTREE EN VIGUEUR DU CONTRAT ET DUREE DE LA MOBILITE

- 2.1 Le contrat couvre la période allant du : xx/xx/xxxx au xx/xx/xxxx

ARTICLE 3 – SOUTIEN FINANCIER ET AUTRE SOUTIEN

- 3.1 Le soutien financier est calculé selon les règles de financement indiquées dans le guide du programme Erasmus+ (version 2025).
- 3.2 Le participant recevra un soutien financier des fonds européens Erasmus+ pour XX jours².

Le soutien financier pour la période de mobilité est de XXX euros maximum, répartis comme suit :

- Montant forfaitaire au titre des frais de gestion : xxxxx euros

¹ Option pour les participants recevant un financement d'Erasmus+, excepté ceux pour lesquels l'article 3 paragraphe 4, Option 2 s'applique.

² Le nombre de jours sera égal à la durée de la période de mobilité physique plus les jours de voyage : si le participant ne reçoit pas de soutien financier pour une partie ou la totalité de la période de mobilité, ce nombre de jours devra être ajusté en conséquence.

- Montant plafond des frais de voyage : xxxx euros
- Montant plafond des frais de séjour : xxxx euros
- Complément de financement de France Travail au titre de l'Aide Individuelle à la Formation (AIF) : xxxx euros

- 3.3 La durée totale de la période de mobilité ne doit pas excéder 6 mois. Le participant peut présenter une demande de prolongation de la période de mobilité physique dans la limite fixée dans le Guide du Programme Erasmus+ en fonction des possibilités budgétaires de l'organisme d'envoi. Si l'organisme accepte par écrit de prolonger la durée de la période de mobilité, la convention sera considérée comme modifiée.

Si l'organisation accepte de prolonger la période de mobilité, le contrat sera modifié en conséquence. La demande doit être faite au minimum 1 mois avant la fin de la période de mobilité.

Si l'organisation accepte de prolonger la période de mobilité par écrit, le contrat financier sera modifié en conséquence.

- 3.4 ☐ Option 1

L'organisme fournira au participant le soutien requis sous la forme d'un paiement de
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. €

- ☒ Option 2

L'organisme accordera au participant le soutien requis sous la forme d'une contribution en nature. L'organisme veillera à ce que cette prestation directe de services réponde aux normes de qualité et de sécurité nécessaires.

- ☐ Option 3

L'organisme fournira au participant le soutien requis sous la forme d'un paiement du montant suivant Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. €
Et sous la forme d'une contribution en nature pour

- ☐ les frais de voyage
- ☐ le soutien individuel
- ☐ le soutien linguistique
- ☐ les frais de cours
- ☐ le soutien pour l'inclusion

L'organisme veillera à ce que cette contribution en nature de services réponde aux normes de qualité et de sécurité nécessaires

- 3.5 Le participant est en droit de recevoir un remboursement de 100 % des coûts éligibles au titre du soutien pour l'inclusion. Le remboursement des frais encourus liés au soutien pour l'inclusion, le cas échéant, sera effectué sur la base des justificatifs fournis par le participant.

ARTICLE 4 – DROIT À UN SOUTIEN FINANCIER

- 4.1 Le participant a droit à un soutien financier sur la base de l'article 3 ci-dessus s'il a effectivement entrepris l'activité au cours de la période visée à l'article 2. Lorsque le soutien financier est basé sur des coûts réels, ceux-ci doivent être fondés sur des pièces justificatives telles que des factures, des reçus, etc.
- 4.2 Le soutien financier ne peut pas être utilisé pour couvrir les coûts d'activités déjà financées par des fonds de l'Union. Il est néanmoins compatible avec toute autre source de financement, y compris un salaire que le participant pourrait recevoir pour ses activités de stage ou d'enseignement, ou pour tout travail en dehors de ses activités de mobilité, pour autant qu'il mène à bien les activités prévues à l'Annexe/contrat pédagogique.

- 4.3 Le participant ne peut pas demander le remboursement des pertes de change ou des frais bancaires facturés par la banque du participant pour les virements de l'organisme d'envoi.

ARTICLE 5 – MODALITES DE PAIEMENT³

- 5.1 N/A car choix de l'option 2 dans l'article 3.4.

ARTICLE 6 – RESTITUTION DU SOUTIEN FINANCIER PAR LE PARTICIPANT

- 6.1 Si le participant ne respecte pas les termes de la convention ou résilie la convention avant qu'elle ne prenne fin pour des raisons autres que celles énoncées à l'article 13.1, le participant devra restituer le montant du soutien financier déjà versé, sauf accord contraire avec l'organisme d'envoi. Ces derniers seront communiqués par l'organisation d'envoi et acceptés par l'agence nationale.

ARTICLE 7 – ASSURANCE

- 7.1 L'organisme s'assurera que le participant dispose d'une couverture d'assurance adéquate avant de commencer la mobilité, soit en se fournissant elle-même l'assurance, soit en concluant un accord avec l'organisme d'accueil pour que cette dernière fournisse l'assurance, soit en fournissant au participant les informations et le soutien nécessaires pour souscrire une assurance par lui-même⁴.

- 7.2 La couverture d'assurance comprendra au minimum une assurance maladie, une assurance responsabilité civile et une assurance accident⁵.

Compagnie(s) d'assurance, numéro d'assurance et police d'assurance.

Xxxxxxxx

- 7.3 La partie responsable pour prendre la couverture d'assurance pour la durée de la mobilité est⁶

l'organisme : xxxxxx

OU

le participant : xxxxxx

OU

les organismes d'accueil : xxxxxx

³ Ne s'applique que si l'Option 1 ou 3 de l'article 3, paragraphe 4 est sélectionnée.

⁴ Si l'organisme d'accueil est identifié comme la partie responsable à l'article 7, paragraphe 3, un document spécifique définissant les conditions de la prestation d'assurance et incluant le consentement de l'organisme d'accueil devra être joint au présent contrat

⁵ En cas de mobilité à l'intérieur de l'UE, l'assurance maladie nationale du participant comprendra une couverture de base pendant son séjour dans un autre pays de l'UE au moyen de la carte européenne d'assurance maladie. Cependant, cette couverture peut ne pas être suffisante pour toutes les situations, par exemple en cas de rapatriement ou d'intervention médicale spéciale ou en cas de mobilité internationale. Dans ce cas, une assurance maladie privée complémentaire peut être nécessaire. Les assurances responsabilité civile et accident couvrent les dommages causés par le participant ou au participant pendant son séjour à l'étranger. La réglementation de ces assurances varie d'un pays à l'autre et les participants courent le risque de ne pas être couverts par des régimes standard, par exemple s'ils ne sont pas considérés comme des employés ou officiellement inscrits dans l'organisme d'accueil. En plus de ce qui précède, une assurance contre la perte ou le vol de documents, de billets de voyage et de bagages est recommandée. L'Agence nationale peut compléter l'article 7, paragraphe 2, s'il est justifié d'adapter les exigences par défaut au contexte national

⁶ Dans le cas d'assurances distinctes, les parties responsables peuvent être différentes et seront énumérées ici en fonction de leurs responsabilités respectives.

ARTICLE 8 – SUPPORT LINGUISTIQUE EN LIGNE⁷ /

- 8.1 Le participant suivra le cours de langue EU ACADEMY qui lui a été attribué par l'organisme.
- Le participant doit effectuer l'évaluation linguistique EU ACADEMY dans le délai fixé par l'organisme⁸.
- 8.2 L'organisme fournira au participant un accès à la plateforme EU ACADEMY en temps utile, afin de lui permettre de se conformer aux exigences ci-dessus. Le participant informera immédiatement l'organisme s'il rencontre des problèmes techniques ou autres lors de l'utilisation de la plateforme OLS.

ARTICLE 9 – RAPPORT DU PARTICIPANT (QUESTIONNAIRE UE)

- 9.1 Le participant remplira et soumettra l'enquête européenne questionnaire UE en ligne après l'activité de mobilité à l'étranger dans un délai de 30 jours civils calendaires à compter de la réception de l'invitation à la remplir. Les participants qui ne remplissent pas et ne soumettent pas le questionnaire UE en ligne peuvent être tenus par leur organisme de rembourser partiellement ou totalement le soutien financier reçu.
- 9.2 Une enquête en ligne complémentaire peut être envoyée au participant afin de lui permettre de présenter des rapports complets sur les questions de reconnaissance.

ARTICLE 10 – ETHIQUE ET VALEURS

- 10.1 L'activité de mobilité doit être menée conformément aux normes éthiques les plus élevées et au droit de l'Union, international et national applicable.
- 10.2 Les parties doivent s'engager à respecter les valeurs fondamentales de l'UE (telles que le respect de la dignité humaine, de la liberté, de la démocratie, de l'égalité, de l'État de droit et des droits de l'homme, y compris les droits des minorités) et veiller au respect de ces valeurs.
- 10.3 Si un participant manque à l'une de ses obligations au titre du présent article, le soutien financier peut être réduit ou ne pas être versé.

ARTICLE 11 – PROTECTION DES DONNEES

- 11.1 Toute donnée fournie dans ce contrat sera traitée sous la responsabilité du contrôleur de données identifié dans la déclaration de confidentialité, conformément à la législation applicable en matière de récupération des données, en particulier le règlement 2018/1725⁹ et les lois nationales connexes sur la protection des données, et aux fins énoncées dans la déclaration de confidentialité disponible à l'adresse suivante : <https://webgate.ec.europa.eu/erasmus-esc/index/privacy-statement>
- 11.2 Ces données seront traitées uniquement dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi de la convention par l'organisme d'envoi, l'Agence nationale et la Commission européenne, sans préjudice de la possibilité de transmettre les données aux organismes chargés de l'inspection et de l'audit conformément à la législation de l'UE [Cour des comptes ou Office européen de lutte antifraude (OLAF)].
- 11.3 Le participant peut, sur demande écrite, accéder à ses données personnelles et corriger toute information inexacte ou incomplète. Le participant doit adresser toute question concernant le

⁷ Ne s'applique que si le participant utilise OLS. .

⁸ Ne s'applique que si le bénéficiaire souhaite demander une évaluation OLS.

⁹ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE.

traitement de ses données à caractère personnel à l'organisme d'envoi et/ou à l'Agence nationale. Le participant peut introduire une réclamation contre le traitement de ses données à caractère personnel auprès du Contrôleur européen de la protection des données en ce qui concerne l'utilisation des données par la Commission européenne.

ARTICLE 12 — SUSPENSION DU CONTRAT

- 12.1 Le contrat peut être suspendu à l'initiative du participant ou de l'organisme si des circonstances exceptionnelles – en particulier un cas de force majeure (voir article 16) – rendent la mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. La suspension prendra effet le jour convenu par notification écrite des parties. Le contrat peut être repris par la suite.
- 12.2 Chaque partie peut, à tout moment, suspendre le contrat si l'autre partie a commis ou est soupçonnée d'avoir commis :
- a) des erreurs substantielles, des irrégularités ou des fraudes ou
 - b) un manquement grave aux obligations découlant du présent Contrat ou pendant son attribution (y compris mauvaise exécution de l'action, présentation de fausses informations, défaut de fournir les informations requises, violation des règles d'éthique (le cas échéant), etc.).
- 12.3 Lorsque les circonstances permettent la reprise de la mise en œuvre du contrat, les parties doivent immédiatement convenir de la date de reprise (un jour après la date de fin de la suspension). La suspension sera levée à compter de la date de fin de la suspension.
- 12.4 Pendant la suspension, aucun soutien financier ne sera versé au participant.
- 12.5 Le participant ne peut réclamer des dommages et intérêts en raison de la suspension par l'organisme.
- 12.6 La suspension n'affecte pas le droit de l'organisme de résilier le contrat (voir article 13).

ARTICLE 13 – RESILIATION DU CONTRAT

- 13.1 Le contrat peut être résilié par l'une ou l'autre des parties si des circonstances rendent l'exécution du contrat impraticable, impossible ou excessivement difficile.
- 13.2 Dans le cas d'une telle résiliation, le participant aura le droit de recevoir au moins le montant du soutien financier correspondant à la durée réelle de la période d'activité. Le participant devra restituer les fonds restants.
- 13.3 En cas de manquement grave aux obligations ou si l'une des parties a commis des irrégularités, de la fraude, de la corruption ou est impliquée dans une organisation criminelle, du blanchiment de capitaux, des crimes liés au terrorisme (y compris le financement du terrorisme), le travail des enfants ou la traite d'êtres humains, l'autre partie peut résilier le contrat par une notification formelle.
- 13.4 L'organisme se réserve le droit d'intenter une action en justice si un remboursement demandé n'est pas émis volontairement dans le délai notifié au participant par lettre recommandée.
- 13.5 La résiliation prendra effet à la date indiquée dans la notification comme « date de fin ».
- 13.6 Dans le cas d'une résiliation par l'organisme, le participant ne peut pas réclamer de dommages et intérêts.

ARTICLE 14 – CONTRÔLES ET AUDITS

- 14.1 Les parties contractantes s'engagent à fournir toute information détaillée demandée par la Commission européenne, l'Agence nationale française ou par tout autre organisme externe mandaté par la Commission européenne ou l'Agence nationale française pour vérifier que la période de mobilité et les dispositions de la convention sont ou ont été correctement mises en œuvre.
- 14.2 Toute constatation relative au contrat peut donner lieu aux mesures prévues à l'article 6 ou à d'autres actions en justice dans les conditions prévues par le droit national applicable.

ARTICLE 15 – DOMMAGES ET INTERETS

- 15.1 Chaque partie contractante exonère l'autre partie de toute responsabilité civile pour les dommages subis par elle-même ou son personnel du fait de l'exécution du présent contrat, à condition que ces dommages ne résultent pas d'une faute grave et délibérée de la part de l'autre partie ou de son personnel.
- 15.2 L'Agence nationale française, la Commission européenne ou leur personnel ne seront pas tenus responsables en cas de réclamation en lien avec tout dommage causé lors de l'exécution de la période de mobilité dans le cadre du présent contrat. Par conséquent, l'Agence nationale française ou la Commission européenne n'accepteront aucune demande d'indemnité de remboursement accompagnant une telle demande.

ARTICLE 16 – FORCE MAJEURE

- 16.1 Une partie empêchée par un cas de force majeure de remplir les obligations, qui lui incombent en vertu du présent contrat, ne peut être considérée comme enfreignant celles-ci.
- 16.2 On entend par « force majeure » toute situation ou tout événement qui :
- empêche l'une ou l'autre partie de s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu du Contrat,
 - était une situation imprévisible, exceptionnelle et indépendante de la volonté des parties,
 - n'était pas due à une erreur ou à une négligence de leur part (ou de la part d'autres entités participantes impliquées dans l'action), et
 - s'avérerait inévitable en dépit de toute la diligence requise.
- 16.3 Toute situation constituant un cas de force majeure doit être notifiée formellement et sans délai à l'autre partie, en précisant sa nature, sa durée probable et ses effets prévisibles.
- 16.4 Les parties doivent immédiatement prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter tout dommage dû à un cas de force majeure et faire de leur mieux pour reprendre l'exécution de l'action dans les meilleurs délais.

ARTICLE 17 – LOI APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT

- 17.1 Le présent contrat est régi par le droit français.
- 17.2 Le tribunal compétent, déterminé conformément au droit national applicable, sera seul compétent pour constater tout litige entre l'organisme et le participant concernant l'interprétation, l'application ou la validité du présent contrat, si ce litige ne peut être réglé à l'amiable.

ARTICLE 18 – ENTREE EN VIGEUR

Le contrat entrera en vigueur à la date de la signature par les deux parties.

SIGNATURES

	Pour le participant	Pour l'organisme
Nom / Prénom		
Fonction		
Date et lieu		
Signature		

Annexe

Contrat pédagogique

Le bénéficiaire peut rédiger un contrat pédagogique ou utiliser un modèle fourni par la Commission européenne ou l'Agence nationale.

Au minimum, chaque contrat pédagogique comportera les éléments suivants :

- Le contrat pédagogique est convenu et signé par les trois parties principales : le participant (ou son tuteur légal), l'organisme d'envoi et l'organisme d'accueil
- Les informations sur la mobilité à des fins d'apprentissage, notamment : le secteur d'enseignement, le type d'activité, le format (mobilité physique, virtuelle ou hybride), la date de début et de fin
- Des informations sur le programme d'apprentissage auquel est inscrit le participant dans l'organisme d'envoi (dans le cas des apprenants) ou sur son emploi actuel (dans le cas du personnel)
- Une liste et une description des acquis d'apprentissage attendus
- Le programme d'apprentissage et les tâches des participants dans l'organisme d'accueil
- Les modalités de suivi, de tutorat et de soutien, et les personnes responsables dans les organismes d'accueil et d'envoi
- La description du format, des critères et des procédures d'évaluation des acquis d'apprentissage
- La description des conditions et du processus de reconnaissance des acquis d'apprentissage, ainsi que les documents qui devront être délivrés par les organismes d'envoi et d'accueil pour garantir que la reconnaissance a été effectuée
- En cas de mobilité des apprenants, les informations sur la manière dont les apprenants seront réintégrés dans leur organisme d'envoi au retour de la période de mobilité